

Le droit de vote pour tous

Un danger ou un avantage pour le Luxembourg ?

Sérgio Ferreira

2015 sera pour le Luxembourg une année d'exception. Non pas (peut être?) en termes de croissance économique, mais une année d'exception démocratique. Selon le programme de la nouvelle coalition gouvernementale, il y aura deux référendums: le premier sur des questions partielles, le deuxième sur l'ensemble d'une nouvelle constitution.

Parmi les questions partielles, deux concernent le droit de vote: «les droits politiques des concitoyens non Luxembourgeois» et «la participation dès l'âge de 16 ans au processus politique», pour reprendre la formulation utilisée dans le texte des coalitionnaires. Dans cet article, nous évoquerons seulement la première.

Le Luxembourg est aujourd'hui un des membres de l'Union européenne dans lesquelles le droit de vote des étrangers est le plus élargi. Citons à titre d'exemple les élections communales, auxquelles les non-nationaux originaires des pays tiers peuvent élire et être élus, ce qui n'est pas le cas dans tous les autres pays, notamment en France, où le débat fait rage.

Des craintes infondées

Par contre, l'accessibilité à ce droit de vote au Grand-Duché, n'est pas aussi facile. Lors de la négociation du traité de Maastricht, notre pays a réussi à obtenir des dérogations et une clause de sauvegarde qui dit (en gros) qu'un pays qui possède plus de 20 pour cent d'étrangers pourra exiger des délais de résidence des citoyens de l'Union désirant participer aux élections. Qu'est qui a poussé les négociateurs luxembourgeois à l'époque à briguer une telle exigence? Des craintes, certes légitimes, mais qui se sont avérées infondées. À

l'époque, c'était la peur du «Bourgmestre portugais de Larochette», c'était la possibilité d'un bouleversement de la donne électorale, la création de partis communautaristes et la nécessité de défendre la souveraineté nationale. Aucun des dangers ne s'est confirmé! Les plus ardents opposants au droit de vote des étrangers aux élections communales vantent aujourd'hui les mérites de cette ouverture. D'ailleurs la récente abolition des délais de résidence pour les élections européennes démontre qu'ils n'avaient pas raison d'être.

Les craintes, les peurs, les doutes et les hésitations sont naturelles et légitimes, mais ne doivent pas être fondées sur des constructions irrationnelles et des mensonges. Raison pour laquelle l'ASTI se prononce pour une formulation claire et précise des questions référendaires en 2015 et pour un effort pédagogique à l'intention de toute la population en amont de la décision.

Des arguments peu convaincants

Sur le chemin vers l'élargissement du droit de vote aux élections nationales, se dressent des opposants bien intentionnés qui utilisent des arguments, et ceux qui, faute d'argumentation, ne jouent que sur les peurs. Vouloir prétendre que la participation du plus grand nombre au suffrage national serait la ruine de l'identité nationale et la destruction de la souveraineté du Luxembourg équivaut à un abordage démagogique du sujet.

Une des idées utilisées par les adversaires consiste à dire que le poids de la fonction publique diminuerait, entraînant ainsi un démantèlement généralisé des droits sociaux. Si au Luxembourg le poids électoral des fonctionnaires est indéniable, dans d'autres

Les plus ardents opposants au droit de vote des étrangers aux élections communales vantent aujourd'hui les mérites de cette ouverture.

pays où la proportion de fonctionnaires parmi les électeurs n'est pas la même, ils continuent à avoir une importance capitale. Aucun gouvernement ne s'attaque à ces salariés sans conséquences électorales. La capacité revendicative de la fonction publique ne dépend donc pas uniquement du pourcentage parmi le corps électeur. D'autres facteurs, comme le fait qu'un exécutif ne peut pas gouverner avec succès sans l'engagement des fonctionnaires de l'État, ont aussi leur importance.

Une autre fausse idée prétend que les étrangers ne peuvent pas suivre l'actualité politique puisqu'ils ne comprennent pas la langue luxembourgeoise. Tout d'abord, il n'a jamais eu autant d'étrangers qui s'intéressent à la langue nationale et essaient de l'apprendre que de nos jours. Ensuite, le fait que les textes légaux soient écrits en français permet à beaucoup plus de personnes de suivre ce qui se passe à la Chambre des députés et au gouvernement. En plus, la diversité linguistique de la presse luxembourgeoise permet à tout un chacun de s'informer sur la vie politique. Finalement, de nombreux Luxembourgeois votent déjà, sans forcément bien parler ou comprendre la langue luxembourgeoise.

Certains disent que le suffrage universel pour tous est un danger pour l'intégration. Au contraire, la participation politique, et d'autant plus au niveau national, motive et oblige presque la personne venue d'ailleurs à s'y intéresser. C'est un moteur à l'intégration, au sentiment d'appartenir à la communauté d'intérêts de ce pays.

Un autre des pseudo-arguments contre le droit de vote élargi à tous concerne la question de la souveraineté qui serait ainsi mise en danger. Le « hic » c'est que le Luxembourg, tout aussi bien que ses partenaires dans l'intégration européenne, délègue déjà une bonne partie de sa souveraineté à cette entité supranationale. Près de 70 pour cent des textes légaux approuvés au Krautmaart sont inspirés de directives européennes.

Si dans la pratique l'argument de la souveraineté perd son sens, il est récurant d'invoquer la réserve du droit de vote aux nationaux comme symbole de cette souveraineté. Pourtant le Luxembourg a depuis presque une décennie ouvert les filières de l'armée aux étrangers. Y-a-t-il symbole un plus emblématique de la souveraineté d'un pays que ses forces armées ?

Droit de vote versus naturalisation

« Ceux qui veulent voter n'ont qu'à prendre la nationalité luxembourgeoise, ce qui est beaucoup plus facile depuis 2008 », est une des phrases les plus en-

tendues dans les débats autour de cette matière. À première vue l'argument paraît juste mais, à notre avis, il est réducteur.

Est-ce que quelqu'un de bon sens croit vraiment qu'une personne a la volonté d'acquérir une autre nationalité par le simple souci de participer à des élections ? Quand quelqu'un fait la démarche de la naturalisation, les motivations vont au-delà d'arguments rationnels. Même s'il s'agit au fond d'un simple lien juridique, il y a des motivations émotionnelles générées par un vécu commun, une attache et une adhésion à une façon de vivre, à une culture ou même à une géographie ! Il faut donc distinguer les deux démarches.

Le droit de vote implique une « communauté d'intérêts », du fait qu'il y a un partage de préoccupations communes : l'éducation des enfants, les impôts à payer, les infrastructures à construire ou la mobilité. Le vote permet d'exprimer son point de vue à la solution de ses inquiétudes. Le choix de ceux qui nous représentent à la Chambre est un choix d'élus que l'électeur juge apte à pouvoir répondre aux questions qu'il se pose.

La naturalisation va plus loin. Elle implique une « communauté de destin ». Des individus partagent certes des intérêts collectifs mais s'identifient aussi à un ensemble de valeurs, à une culture spécifique, à un vécu commun et, éventuellement, à une langue. Même si cette identité est plurielle, par le fait d'avoir plusieurs nationalités ou croyances différentes et, dans le cas des « Luxembourgeois de souche », des appartenances régionales.

Le Luxembourg pionnier en Europe

L'image du Grand-Duché à l'extérieur, même dans le cercle de ses partenaires européens censés être plus proches, est remplie de clichés et de préjugés. De part sa taille géographique, son indépendance récente (en comparaison avec d'autres nations plus anciennes), son passé de pays d'émigration et sa place financière performante, le Luxembourg est la cible de descriptions démagogiques et simplistes, réduisant le pays notamment à un paradis fiscal.

Devenir le premier pays de l'Union européenne à accorder le droit de vote national aux non Luxembourgeois résidents, ne serait-ce pas une grande leçon de démocratie et de citoyenneté ? Le Luxembourg aurait à y gagner beaucoup sur le plan du prestige international et, pourquoi pas, sur le plan économique ! Accepter, dans un monde globalisé, cette diversité au sein de ses institutions afficherait la reconnaissance de la dynamique exceptionnelle de notre société. ♦

Accepter, dans un monde globalisé, cette diversité au sein de ses institutions afficherait la reconnaissance de la dynamique exceptionnelle de notre société.
